



PREFET DE HAUTE-SAONE

Direction départementale  
des territoires  
de la Haute-Saône

Service Environnement et Risque

Cellule Eau

**ARRETE PREF/DDT n° 05285 du 02 novembre 2010**

**de mise en demeure à Monsieur Pierre VIALIS demeurant 18 avenue des Chavannes 70220 FOUGEROLLES de :**

- déposer un dossier de déclaration au titre de l'article R.214-1 du code de l'environnement pour un remblai en zone humide et en zone inondable supérieure à 400 m<sup>2</sup> ;
- de déposer un dossier de déclaration préalable au titre de l'article R.421-23 du code de l'urbanisme ;
- de faire cesser la pollution issue du remblai réalisé sans autorisation préalable.

**LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-1 à L.214-4, L. 216-1-1, L. 432-2, L. 511-1 à L. 514-8, L.541-1 à L.541-8, R.214-1 et suivants du code de l'environnement
- VU** le règlement sanitaire départemental (arrêté DDASS/R/79 n° 50 du 1er juin 1979 et suivants portant règlement sanitaire départemental notamment son article 90 : Déversement ou dépôts de matières usées ou dangereuse en général),
- VU** le constat de travaux du 15 septembre 2009 dressé par l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques- Service inter-départemental de la Haute-Saône et du territoire de Belfort relatif au remblai en lit majeur. Dépôt de matériaux au cœur d'une zone humide, dans le champ d'expansion des crues du ruisseau des Canes et au stockage de déchets potentiellement polluants et susceptibles de devoir être admis en décharge autorisée,
- VU** le contrôle effectué le 13 janvier 2010 par un agent de la direction départementale des territoires suite à un courrier recommandé avec accusé de réception du 24 novembre 2009 reçu par Monsieur VIALIS le 27 novembre 2009,
- VU** les lettres de mise en demeure adressées par la Direction Départementale des Territoires en date du 24 novembre 2009 et du 27 janvier 2010,
- CONSIDERANT** que convoqué par lettre recommandée avec accusé de réception le 27 janvier 2010, réceptionnée le 6 février 2010, M. Pierre VIALIS ne s'est pas présenté à la réunion du 2 mars 2010. Au cours de cette réunion, il a été constaté que les travaux demandés n'étaient pas réalisés à l'exception de la mise en place d'une clôture et de l'enlèvement de déblais superficiels
- CONSIDERANT** que Monsieur Pierre VIALIS n'a pas apporté de preuve de l'autorisation de remblai de la parcelle lieu-dit « HAUT de LUNEY » section J, parcelle n°760,
- CONSIDERANT** que Monsieur Pierre VIALIS n'a pas respecté les demandes de déblaiement de la zone humide et de la zone inondable ni mis fin à la source de pollution constatée,
- CONSIDERANT** que le remblai réalisé n'est pas constitué que de matériaux inertes et qu'il y a un risque de pollution des eaux et du sol,
- CONSIDERANT** que le remblai réalisé avec des matériaux divers entraîne des risques vis-à-vis tant de l'écoulement des crues que de la pollution des eaux,
- SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône.

# ARRETE

## **ARTICLE 1 :**

Monsieur Pierre VIALIS demeurant 18 avenue des Chavannes 70220 FOUGEROLLES est mis en demeure de :

- déposer un dossier de déclaration au titre de l'article R.214-1 du code de l'environnement pour les travaux de remblai réalisés en zone humide et en zone inondable ;
- de déposer un dossier de déclaration préalable au titre de l'article R.421-23 du code de l'urbanisme ;
- de faire cesser la pollution provenant du remblai en extrayant et en évacuant vers des décharges agréées les déchets qui ne sont pas inertes.

## **ARTICLE 2 :**

A compter de la notification du présent arrêté, vous disposez d'un délai de :

- trois mois pour déposer un dossier de déclaration au titre de l'article R.214-1 du code de l'environnement au service environnement et risques de la DDT ;
- trois mois pour déposer un dossier de déclaration préalable au titre de l'article R.421-23 du code de l'urbanisme au service urbanisme habitat et constructions de la DDT ;
- six mois pour évacuer tous les matériaux non inertes vers des centres agréés.

## **ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté de mise en demeure ne préjuge en rien des poursuites pénales que Monsieur le Procureur de la République pourrait décider de donner à cette affaire ni des poursuites civiles que des personnes physiques ou morales pourraient engager.

## **ARTICLE 4 :**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

## **ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de BESANCON, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification en ce qui concerne le pétitionnaire et de quatre ans à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture en ce qui concerne les tiers.

## **ARTICLE 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Saône, le sous Préfet de LURE, le directeur départemental des territoires de la Haute-Saône, le Directeur de la DREAL de Franche-Comté, le maire de la commune de Fougerolles, les agents techniques de l'environnement de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Haute-Saône.

Copie de cet arrêté sera transmis pour information :

- ✓ M. Monsieur le Président de Haute-Saône de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique  
4 avenue du BREUIL - 70000 VAIVRE et MONTAILLE

A VESOUL, le 02 NOV. 2010

Le Préfet,



Eric FREYSSELINARD